

60

Récit des heures qui ont permis à Nicolas Sarkozy et Angela Merkel de conclure l'accord politique du 21 juillet sur le sauvetage de la Grèce

La folle nuit de Berlin

L'Hôtel de Rome, où descend Nicolas Sarkozy ce mercredi 20 juillet, a beau se trouver au cœur de Berlin, le président français n'aura pas le loisir de savourer l'ambiance de ce palace de la fin du XIX^e siècle, l'ancien siège de la Dresdner Bank avant 1945. L'heure est grave : la déflagration menace la zone euro car les Européens sont incapables de se mettre d'accord sur les modalités d'un second plan d'aide à la Grèce.

La chancelière allemande plaide pour une restructuration de la dette grecque, quitte à provoquer un défaut partiel du pays. Ce serait une « première » au sein de la zone euro que n'envisage même pas Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE). Nicolas Sarkozy est sur la ligne de son compatriote mais n'a d'autre choix que de jouer les médiateurs entre Berlin et Francfort, une situation inédite. Les discussions sont intenses entre Français, Allemands et équipes du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et de celui de la Commission, José Manuel Barroso.

Mardi matin, une réunion secrète a encore eu lieu à Bruxelles. Le secrétaire général de l'Élysée, Xavier Musca, et le directeur du Trésor, Ramon Fernandez, en sont repartis bredouilles. Les Allemands ont rejeté les modalités de participation du secteur privé proposées par Herman Van Rompuy, avec le soutien des Français : un rachat de sa dette par la Grèce, accompagné d'une taxe bancaire spéciale.

C'est pourquoi, mardi soir, Nicolas Sarkozy appelle la chancelière pour un rendez-vous de la dernière chance, afin d'éviter un désastre le jeudi à Bruxelles, lors du sommet de la zone euro.

Un nouveau déminage est organisé le mercredi matin à l'Élysée avec Nikolaus Meyer-Landrut, le conseiller Europe de la chancelière, et Jörg Asmussen, le secrétaire d'État aux finances allemand. Le premier est un diplomate francophile, le second un haut fonctionnaire social-démocrate, que Wolfgang Schäuble, le ministre des finances, a gardé à ses côtés. Aucun compromis ne se dégage. Une solution politique devra donc impliquer directement Nicolas Sarkozy et Angela Merkel.

Mais, sans le feu vert de la BCE, aucun accord franco-allemand n'est crédible. Dans son Airbus présidentiel, Nicolas Sarkozy tente avec ses conseillers d'inciter Jean-Claude Trichet à le rejoindre à Berlin. Au téléphone, ce dernier décline l'invitation : le conseil des gouverneurs prévu jeudi à Francfort a été avancé à mercredi en raison du sommet extraordinaire de Bruxelles.



Angela Merkel et Nicolas Sarkozy (de dos) retrouvent Georges Papandréou à Bruxelles, le 21 juillet, après une nuit de négociations à Berlin. STEFFEN KUGLER/REUTERS

les. A bord de l'avion, un Allemand suit ces tractations : Nikolaus Meyer-Landrut est du voyage.

Tout sourire, Angela accueille Nicolas à 17 h 30 au pied de l'imposante chancellerie et l'embrasse ostensiblement devant les caméras. Pourtant, tout reste à faire. Sans tarder, les deux dirigeants et leurs conseillers se retrouvent dans une petite salle de réunion du 6^e étage

Peu avant minuit, l'ambiance se détend au huitième étage de la chancellerie

équipée de cabines de traduction. Le président et la chancelière négocient pendant près de deux heures. La situation est d'autant plus délicate que les Allemands sont divisés.

Pour une fois, c'est le ministre des finances, Wolfgang Schäuble, qui se montre le plus dur : il prône une restructuration lourde de la dette grecque. Mais se dit prêt à élargir, et assouplir, les outils d'intervention du Fonds européen de stabilité financière (FESF), créé dans l'urgence au lendemain du

sauvetage de la Grèce en mai 2010, afin d'endiguer l'éventuelle tempête que suscitera un défaut du pays. Angela Merkel ne veut pas se laisser entraîner vers la refonte du FESF. Elle craint que sa propre majorité bloque une telle réforme, pourtant recommandée par le Fonds monétaire international, la BCE et la Commission.

Pour convaincre Angela Merkel, Nicolas Sarkozy brise un tabou : va pour le défaut partiel, à condition de réformer le Fonds de sauvetage, dans l'espoir de limiter les risques de contagion.

Il ne reste plus qu'à convaincre Jean-Claude Trichet. Vers 19 heures, le président de la BCE a de nouveau été sollicité, en plein conseil des gouverneurs. Prudent, celui-ci sonde ses collègues. Seize mains se lèvent pour autoriser son voyage, aucune ne s'y oppose, mais comme, en principe, 23 personnes sont présentes, on ne peut exclure que certains se soient abstenus. Jean-Claude Trichet saute dans le dernier vol de la Lufthansa pour Berlin et arrive à 22 h 15. En route, il reçoit un appel du président du Conseil européen, qui tient à ce que la BCE soit associée à un éventuel accord.

« Tu peux être assuré de notre soutien », lui dit Herman Van Rompuy.

Quand Jean-Claude Trichet arrive à la chancellerie, le dîner a déjà commencé en compagnie d'un autre invité surprise : le ministre des finances, Wolfgang Schäuble. Le petit cercle se trouve alors au 8^e étage de la chancellerie. Avec vue plongeante sur le Bundestag et le Tiergarten. Jean-Claude Trichet se met à table, mais le menu préparé par ses hôtes n'est pas de son goût.

Ce dernier expose « très vigoureusement », selon un participant, les problèmes que pose un défaut partiel de la Grèce, et comment il entend protéger la BCE et la zone euro de ses conséquences. Pour le convaincre, les États doivent s'engager à garantir les flux de liquidités entre son institution et les banques grecques pendant la durée du défaut partiel. Et le fonds de secours doit être en mesure de recapitaliser les banques mises à terre par la tempête. Jean-Claude Trichet ne s'engage pas explicitement devant la France et l'Allemagne.

Angela Merkel joint Herman Van Rompuy, peu avant minuit, puis passe le combiné au chef de l'État et au président de la BCE. L'am-

bianche se détend. Nicolas Sarkozy se permet même de taquiner Jean-Claude Trichet, pour l'inciter à ne rien dire contre le compromis. Cedernier reste de marbre. Herman Van Rompuy vérifiera lui-même au téléphone que le gardien de l'euro ne s'oppose plus à l'opération. Il se dépêche ensuite de refondre le projet de conclusions, avant de l'envoyer aux 17 chefs d'État et de gouvernement de l'euro atten-

du à Bruxelles, pour 13 heures. Il est alors trois heures du matin.

Une autre journée peut commencer pour sauver l'euro. Nicolas Sarkozy s'offre un petit jogging dans le Tiergarten, avant de rejoindre son Airbus. Jean-Claude Trichet débriefe ses collègues au téléphone, puis rejoint Bruxelles en avion de ligne. En toute indépendance. ■

Frédéric Lemaître et Philippe Ricard

Négociations au forceps au sommet de Bruxelles

Bruxelles
Bureau européen

Le compromis franco-allemand sur la table, dix heures de tractations sont encore nécessaires, jeudi 21 juillet, à Bruxelles, pour boucler les grandes lignes du plan d'aide à la Grèce. Herman Van Rompuy, le président du Conseil, donne très vite la parole à Nicolas Sarkozy, puis à Angela Merkel. En prélude, le duo s'est entretenu avec Georges Papandréou, le premier ministre grec.

Les Finlandais résistent, après avoir pris conscience que leur allié allemand vient de les lâcher. Ils veulent des garanties sur le patri-

moine immobilier grec, avant de consentir de nouveaux prêts. On trouve une formule vague, pour ne pas vexer la Grèce. Les Pays-Bas exigent un chiffrage précis de la participation des créanciers privés.

Innovation du jour

La discussion s'attarde sur la refonte du Fonds européen de stabilité financière. Puis sur celle de son successeur à partir de 2013, le mécanisme européen de stabilité. Le sujet n'avait pas été tranché entre Angela Merkel et Nicolas Sarkozy. Ce dernier parvient très vite à clore le débat : le renforcement de cet instrument est « tout à fait dans la logique de mon accord

avec Angela, cela n'a pas de sens de faire quelque chose pour un an et demi ». Angela ne le contredit pas, mais cherche avec succès à conditionner la principale innovation du jour, le rachat de dette par le Fonds de sauvetage, au « commun accord » de tous les États membres.

Il faut convaincre les banques d'améliorer leur offre « volontaire » au plan de sauvetage. Baudouin Prot, patron de BNP Paribas, Josef Ackermann, celui de la Deutsche Bank, et Charles Dallara, de l'Institut de la finance internationale, qui réunit plus de 400 grands établissements, passent plusieurs heures dans les locaux de la délégation allemande avec les directeurs

du Trésor des principaux pays pour régler les derniers détails. Les banques acceptent de réduire les taux d'intérêt sur les bons du Trésor grecs dont elles reportent les échéances de remboursement.

La matière est complexe pour des dirigeants politiques peu au fait des subtilités de la finance, la confection de tableaux récapitulatifs prend encore du temps avant que tout le monde donne son aval. La Grèce va bénéficier d'un nouveau paquet d'aides : 109 milliards d'euros des bailleurs de fonds internationaux, et une participation des créanciers privés de l'ordre de 50 milliards d'euros. ■

P. Ri.

FAUTEUILS & CANAPÉS CLUB
HAUT DE GAMME

SOLDES... SOLDES

L'indémodable fauteuil CLUB, plus de 80 ans et toujours plus de succès ! Cuir mouton ciré, patiné, vieilli, suspension et ressorts. Plus de 30 modèles en exposition.

80, rue Claude-Bernard - 75005 PARIS
DecorActuel Tél. : 01.45.35.08.69 - Fax : 01.45.35.16.97
www.decoractuel.com

350 milliards au soleil... Quel rebond pour la Grèce



Certes, un pays n'est pas une entreprise mais le plus élémentaire des bons sens consiste à se poser la question du projet économique de la Grèce. Les experts nous mènent en bateau et naviguent sur une dette sans rivage ; arbitrant à coups de transactions financières internationales, noyés dans des calculs apocalyptiques, gorgés d'indices et de chiffres menaçants, nous avons les yeux plongés dans le tonneau des Danaïdes ! Pendant qu'ils se réunissent au sommet, tels des Shadocks impuissants qui cherchent à remplir leurs seaux partout où coule l'argent.

Tous obnubilés par la dette, aucun ne parle de « l'après ». Prêter, c'est bien – en admettant qu'on puisse – mais jusqu'à quand ? L'argent prêté est improductif puisqu'il ne sert qu'à rembourser ! Et de quoi va vivre le pays puisqu'il ne vivait que grâce à son déficit ? On n'a jamais vu un banquier prêter à une entreprise seulement pour rembourser ses créances si celle-ci n'a ni perspectives, ni restructuration valable, ni objectifs commerciaux...

Retour à l'éthique

Quel rebond magique fera qu'une fois la dette remboursée, le pays repartira et, surtout, n'aura plus besoin d'emprunter ? On sait que la restructuration consistera ou devra consister à réduire drastiquement l'armée et à licencier des fonctionnaires, ainsi qu'à lever des impôts (qui sera impossible ?). Imaginons même que l'on efface d'un clic 350 milliards, la Grèce sera toujours sans ressources et incapable de faire face à la compétition mondiale et à assurer une protection sociale devenue exorbitante du fait du chômage. En admettant que la population résiste, comment peut-elle redonner un élan économique ? « *Le tourisme* », réplique-t-on avec sagacité ! Mais le tourisme n'est pas une manne providentielle : il existe déjà et on ne peut pas

Sophie de Menthon

**Présidente du mouvement ETHIC
membre du Conseil économique,
social et environnemental (CESE),
présidente de la Société
de management
des entreprises (SDME)**

pourquoi il exploserait brutalement si les prix restent les mêmes. Il faudrait pour cela qu'une dévaluation (impossible) rende le coût des séjours en Grèce équivalent à ceux du Maghreb... Qui travaille à une éventuelle réindustrialisation ? Vendre le Parthénon aux enchères ? Et après ?

Le retour à l'éthique est un autre problème à régler, quand on sait que la situation actuelle est la conséquence d'une succession de mensonges d'Etat et de banquiers accompagnée d'un truandage général institutionnalisé, y compris de l'Eglise orthodoxe ! Quel rebond et quels dirigeants suffisamment charismatiques redonneront à la Grèce sa noblesse historique ?

La rue révoltée ne sortira pas le pays de l'ornière. Quant à ceux qui ont créé de la richesse... leur fortune est en Suisse et les dépôts y sont à hauteur, semble-t-il, du montant de la dette. La jeunesse est désespérée, l'Union européenne (qui a financé tout et n'importe quoi et qui, maintenant, leur tombe dessus) est totalement discréditée à leurs yeux... On ne peut pas « *faire confiance au marché* », quoi qu'en disent les libéraux, quand il n'y a pas de marché. Les entrepreneurs ne sont pas une génération spontanée et pour entreprendre il faut des clients et un pouvoir d'achat. Où sont-ils ?

Certes, la dette est un problème majeur mais, comme dit le proverbe chinois : « *Quand le sage montre du doigt, l'imbécile regarde le doigt.* » Le doigt, c'est la dette et nous montrons les sages.